

LRD

Freiner le gâchis alimentaire nécessite un authentique sursaut éthique

Diagnostic génétique préimplantatoire, dépistage de maladies, fichage génétique, greffes de visage, xénogreffes, recherches sur l'embryon humain, utilisation de cellules souches embryonnaires humaines, clonage. Les comités d'éthique ne manquent pas de travail depuis près de trente ans d'avancées scientifiques et technologiques dans le domaine biomédical pour délimiter ce qui est souhaitable ou, du moins, acceptable (et dans quelles conditions) de ce qui ne l'est pas.

D'autres comités ont en charge de réfléchir à l'essor des sciences de l'information. En France, la Commission nationale de l'informatique et des libertés a pour rôle d'éclairer le public et les décideurs sur les mesures à prendre pour protéger la sphère privée et les libertés individuelles et publiques à l'heure d'internet et de la biométrie.

En France toujours, des comités d'éthique ont vu le jour dans toutes les grandes institutions scientifiques : Centre national de recherche scientifique, Institut national de la recherche médicale, Institut national de recherche agronomique, Académie des technologies, etc.

Cette montée en force de l'éthique institutionnelle atteste que les pouvoirs publics et les administrations scientifiques cherchent à faire face aux difficultés de tous ordres que génère leur choix d'investir massivement dans les domaines économiquement et stratégiquement porteurs des sciences et des technologies.

Après les biotechnologies et l'informatique, nul doute que les nanosciences accapareront bientôt l'attention de toutes ces instances en lançant de nouvelles interrogations qui s'ajouteront et se superposeront aux précédentes.

Mais cette réponse éthique officielle, tout le monde le sent bien, est incapable d'endiguer le raz-de-marée permanent de sollicitations d'ordre éthique qui submerge l'ensemble de la société. Jean-Pierre Dupuy exprime ainsi la menace qui grandit de jour en jour : « Lorsque tout devient objet de choix, l'éthique devient impuissante, car soumise à trop d'attentes. »¹

Le silence des éthiciens

Sans aller aussi loin, le fait est que l'action des comités d'éthique n'empêche pas les technologies de bouleverser l'organisation sociale d'une façon qui n'a strictement rien d'éthique. Un exemple le montre bien : en conduisant au brevetage du vivant, le génie génétique a, parmi d'autres effets, le potentiel d'interdire à des millions de paysans la pratique ancestrale qui consiste à semer leurs propres graines. Supprimer cette liberté fondamentale pour les obliger à acheter des graines commerciales, voilà qui bafoue la morale la plus évidente.

Plus grave encore, ces comités ne s'occupent pas de problèmes décisifs pour les sociétés modernes. Il y règne ainsi une profonde apathie face à l'enjeu de l'extraordinaire gâchis de matières et d'énergies qu'entraîne le mode de production et de consommation moderne. Ce gâchis atteint son paroxysme dans un domaine où une longue tradition morale existe pourtant : le respect de la nourriture.

On s'aperçoit en effet avec effroi qu'une énorme proportion de la surproduction alimentaire qui

contribue à mettre en péril les équilibres de la biosphère part tout simplement à la poubelle. Sûrement pas isolé, le cas du Royaume-Uni est désormais documenté (voir l'article page 30). Plus du tiers des récoltes y est délaissé. Un tiers de ce qui reste est perdu dans la transformation et la restauration rapide. Et la gabegie est encore plus marquée dans les supermarchés et chez les particuliers.

Face à une situation aussi choquante, et alors même que la précarité semble chaque jour grignoter du terrain au milieu des sociétés d'abondance, les éthiciens restent cois. Est-ce parce qu'ils étouffent sous une avalanche d'épineuses questions inédites qu'ils sont ainsi enclins à ne pas prendre à bras-le-corps un problème aussi fondamental ?

Peut-être, mais un autre élément beaucoup plus trivial explique sans doute plus encore leur manque d'engagement : dans les comités ou à l'université, les éthiciens ont coutume de répondre à des saisines ou à des appels d'offres. Or, il n'y a pas de demande officielle, de la part de la puissance publique, pour savoir quel jugement porter sur le gâchis de la production en général et de la production alimentaire en particulier.

Il n'y a donc pas de demande officielle pour savoir comment faire pour que cette situation cesse. A l'évidence, la puissance publique fait plus que tolérer ce gâchis : elle n'a pas envie de le remettre en cause. Elle n'a donc pas intérêt à payer des éthiciens qui ne pourront que critiquer cette dérive et la juger immorale.

Tous ceux qui font attention à ne pas jeter n'importe quoi dans leur poubelle font, sans le savoir, de l'éthique de terrain, de l'éthique appliquée aux déchets. Ils sont ainsi aux avant-postes d'un authentique sursaut éthique qui, s'il grandit, peut convaincre qu'il y a lieu de ne pas totalement désespérer des sociétés contemporaines. ■

1) Voir l'interview de Jean-Pierre Dupuy :

Face au temps des catastrophes, il nous faut une éthique du non-regret, *LaRevueDurable* (4) : 6-10, mars-avril 2003.

